

Pensée critique : Le concept de démocratie en Occident et le cas du Venezuela - Amérique latine-Bolivar Infos

Bolivar Infos

Par Ismail Ibrahim,

Traduction Françoise Lopez pour Amérique latine–Bolivar Infos

Avec le temps, la démocratie a pris le sens de libertés publiques et de droits économiques et sociaux, en particulier après que le capitalisme se soit vu contraint d'emprunter les aspects économiques et sociaux du socialisme et qu'ainsi aient été anticipée l'explosion sociale dans un pays ou dans un autre.

Au Venezuela, le dirigeant Hugo Chávez est arrivé au pouvoir par les voies démocratiques en 1998 et a instauré un système socialiste bolivarien, ce qui a suscité la colère des cercles influents des États-Unis et de l'Europe.

À l'époque où le Venezuela était aux mains de la droite, le pillage de ses richesses était sans frein, perpétré par les corporations des systèmes capitalistes et les inégalités de classe se manifestaient d'une manière terrible.

Caracas était scindée en deux villes, selon des critères de classe : celle des riches, approximativement 1 500 000 habitants et celle des pauvres, environ 3 500 000 habitants.

Cela a été attestée par Lech Wałęsa qui avait déclaré avant son arrivée au pouvoir en Pologne : « depuis les airs, j'ai contemplé la Caracas des riches et la Caracas des pauvres. »

Chávez établit un système socialiste et stimula la justice dans le traitement des inégalités sociales, fonda le Parti Socialiste Uni du Venezuela tout en laissant une totale liberté au reste des partis : pluralisme, politique.

Il créa une chaîne de télévision d'Etat tout en préservant plus de 7 télévisions privées et de nombreux journaux privés : liberté de la presse.

Sous son mandat, il a célébré 15 élections: présidentielles, législatives, municipales et consultatives, dont il a gagné 14 et perdu 1.

Il a également nationaliser les entreprises pétrolières et la banque et invité Cuba, dans un geste d'intégration, à envoyer près de 15 000 médecin et Infirmiers, pour donner des soins médicaux à tous les citoyens, en particulier les plus humble, ainsi que 5000 maîtres pour combattre l'analphabétisme largement présent dans les secteurs populaires, et des centaines d'experts en culture et en industrialisation de la canne à sucre. Tout cela en échange de services et à la fourniture à Cuba par le Venezuela du pétrole et de ses dérivés dont elle avait besoin.

En 15 ans, Chávez a construit 14 universités et renforcé les systèmes de transport et de communication.

De plus, du début de la Révolution à avril 2024, 4 900 000 logements ont été remis à des familles vénézuélienne nécessiteuses dans le cadre de la Grande Mission Logement Venezuela qui existe depuis 13 ans et qui est un succès.

Tout cela dans une situation mondiale marquée par une apogée du prix du pétrole qui a atteint les 130 \$ le

baril et d'une politique de rémunération de tout citoyen illettré qui souhaite apprendre à lire et à écrire.

Naturellement, en regardant les détails, on peut signaler des erreurs dans le domaine de la construction et dans le cadre du combat et de l'imbrication d'intérêts opposés.

Mais les régimes des États-Unis et de l'Europe ne manquent pas d'exemples propres de violations de la liberté, de la démocratie et des droits de l'homme.

Et cette petite ébauche d'une réalité beaucoup plus large suffit à déchaîner la colère de l'impérialisme des États-Unis et du colonialisme de l'Europe qui rejettent tout régime qui ne permet pas à leurs corporations d'exploiter et de piller les richesses étrangères.

Cette colère s'est matérialisée dans l'attaque sauvage du Venezuela par les États-Unis, l'enlèvement du président Nicolas Maduro et de son épouse et l'appropriation du pétrole vénézuélien, une action qui a coûté la vie à plus de 100 personnes parmi lesquelles 32 Cubains qui ont défendu jusqu'à leur dernier souffle la souveraineté du Venezuela et de l'Amérique latine.

Le président Donald Trump n'a-t-il pas affirmé : « ce pétrole est à nous et nous gouverneront le Venezuela » ? Trump et l'Europe, n'ont-ils pas soutenu Juan Guaidó pour la présidence, au mépris de la Constitution, celui-ci étant le représentant d'une opposition divisée en des dizaines de courants qui ne possèdent ni un représentant de poids ni un programme national unifié ?

Dans le même ordre d'idées, Trump impose sans aucun droit le blocus pétrolier à Cuba, qui se trouve dans un besoin urgent d'énergie.

Sur la base de ces intérêts, nous commençons à entendre des commentateurs en Europe aux États-Unis, parler d'un « coup d'Etat à Caracas » ou affirmer que « le Venezuela avance vers la démocratie » et insinuer ainsi qu'il n'était démocratique ni sous Chávez ni sous Maduro.

Depuis l'enlèvement de Maduro, une guerre de concepts et de récits destinée à diaboliser systématiquement la République Bolivarienne et Maduro sous des formulations qui semblent objectives et même professionnelles et académiques mais qui, dans le fond contiennent une offense délibérée comme c'est le cas avec tout « vainqueur » face au vaincu, s'est développée.

Le Venezuela de Chávez et de Maduro une république des libertés, un État de justice, dans lequel les citoyens jouissait de totales garantie, ce qui montre clairement que la tendance et la manipulation de l'Occident médiatique n'est rien d'autre que des concepts trompeurs, de faux récits et la falsification des faits et de la réalité.

Le Venezuela sous Maduro n'a été ni une dictature ni un Etat d'injustice sociale ou de discrimination de classe comme on le proclame pour que maintenant qu'il est derrière les barreaux, on cherche à le transformer à un oasis de liberté et de justice.

En résumé, j'affirme que ce sont les intérêts économiques qui déterminent la position des États-Unis et de l'Europe concernant la démocratie, la liberté et les droits de l'homme, et que cela amène ceux qui défendent ce point de vue à pratiquer une double morale flagrante.

ceux qui convient aux intérêts des États-Unis et de l'Europe, est qualifié de démocratique, ceux qui ne les sert pas est qualifié de dictatorial et de terroristes, indépendamment du fait qu'il bénéficie d'un soutien majoritaire ou minoritaire, qu'il respecte la Constitution ou la viole. Pour eux, la fin justifie les moyens. La double mesure reste la règle qui prédomine.

Les positions des puissances occidentales et la portée de leur ingérence dans les affaires intérieures ainsi que leurs efforts inlassables pour renverser le système socialiste, que ce soit Cuba ou Venezuela, sont responsable des déficiences qu'on constate dans certains aspects de la démocratie, car celle-ci se voit contrainte de défendre la patrie et le droit de tout peuple à bénéficier des richesses de son sol.

L'impérialisme, par contre, ne reconnaît que lui-même et ne voit que lui-même, d'où son combat contre toute idée et toute tentative d'intégration et de solidarité entre les peuples, aussi bien au niveau régional qu'international.

La vérité réside dans l'essence même de la différence entre les deux systèmes qui régissent le monde : le capitalisme et le socialisme.

Le désaccord n'est pas sur la nature d'ange et de démon, mais sur les richesses de la terre, la justice dans les relations entre les êtres humains, les droits de l'homme, de tout homme, et sa dignité.

Source en espagnol :

<https://www.resumenlatinoamericano.org/2026/02/17/pensamiento-critico-el-concepto-de-democracia-en-occidente-y-el-caso-de-venezuela-como-modelo/>

URL de cet article :

<https://bolivarinfos.over-blog.com/2026/02/pensee-critique-le-concept-democratie-en-occident-et-le-cas-du-venezuela.html>